OFFICE DU NIGER
ZONE DE NIONO
PROJET RETAIL III
URDOC

République du Mali
Un Peuple - Un but - Une Foi

DEUXIEME COMITE DE PILOTAGE

février 1999

Financement AFD
Convention N° 58 255 00 521 OM/CML 103701
Convention N° 58 255 00 331 OW/CML 116201

Unité De Recherche Développement Observatoire Du Changement
BP 11 Niono région de Segou Mali tél./fax 35 21 27

Introduction

Démarré en janvier 1995, le projet URDOC s'inscrit dans le cadre de l'appui à la mise en valeur du projet Retail III objet de la convention N°28255 00521 OM/CML 1037.01 signée entre la République du Mali et la France. Sa mise en œuvre a fait l'objet d'un protocole d'accord entre l'Office du Niger, l'Institut d'Economie Rurale et les exploitants de l'Office du Niger dans la zone d'intervention du projet Retail (10 mars 1994)

Sa durée initialement prévue pour 3 ans a fait l'objet d'une rallonge suite à la mobilisation des fonds prévus dans la convention relative au périmètre de Molodo (convention 58255 00331 OW/CML 1162.01).

Ceci a permit une poursuite des activités jusqu'au 31 décembre 1998. Des reliquats de fonds permettent également le fonctionnement du projet pour une période de 6 mois environ (30 juin 1999).

L'équipe technique de l'URDOC est composée d'un assistant technique chef de projet (renouvellement en juin 1998) un ingénieur agronome adjoint du chef de projet, un ingénieur zootechnicien (recruté en août 1997) 3 ingénieurs agricoles, 2 techniciens chargés d'enquêtes et de suivi (observateurs).

Le projet a mené, pour le compte de l'Office du Niger et les producteurs et productrices, des activités de types recherche action et d'observatoire du changement, pouvant contribuer au développement global de la zone Office du Niger. Elles se structurent autour de quatre principaux thèmes techniques :

- La pérennisation des rendements en riziculture
- La maîtrise des coûts de production
- La diversification des cultures
- L'intégration agriculture/élevage

Ils ont été définis conformément à l'objectif assigné au projet par le premier comité de pilotage tenu en octobre 1996 qui sont :

- La diffusion des résultats et des propositions de la recherche agronomique dans les conditions réelles des différents types d'exploitations
- L'observation et l'étude des innovations introduites par les exploitants
- L'information et la capitalisation sur les évolutions et les changements d'ordre technique, financier, économique et social observés.

Les résultats encourageant obtenus (soulignés par les partenaires et les bénéficiaires) ont milité pour un renouvellement du projet. Différentes missions d'évaluation ont fait des propositions dans ce sens. Elles comportent d'importantes modifications comme :

- ***Le rattachement institutionnel à la direction des aménagements hydrauliques et du Développement Rural (DADR) de la direction générale de l'Office du Niger, dans l'optique d'une intervention du projet sur l'ensemble de l'Office du Niger***

- ***Le statut de l'assistant technique qui évoluera comme conseiller technique d'un chef de projet national***

- ***Les axes d'intervention du projet qui devront être plus orientées vers le conseil de gestion aux exploitants agricoles la prise en compte des innovations paysannes et l'appui à la professionnalisation des agriculteurs et agricultrices.***

Le présent comité de pilotage (organe de gestion suprême du projet) devra se prononcer

1. Sur le budget programme proposé pour le fonctionnement du projet au cours du premier semestre 1999
2. Les dispositions à prendre pour l second semestre étant entendu que le nouveau projet ne sera présenté au comité de surveillance de l'AFD qu'en mai 1999, son démarrage (s'il est accepté) ne pourra commencer comme initialement envisagé au 01 juillet, 1999
3. Les grandes orientations définies à l'issu des différentes missions d'évaluation.

Le présent document de travail destiné aux participants de ce 2ème comité de pilotage comporte

* Un bilan sommaire des principales activités menées par l'équipe du projet en 1998
* Une synthèse des différentes missions d'évaluation
* Le budget programme du premier semestre 1999

Bilan des activités menées par l'URDOC en 1998

La plus grande partie des activités programmées par le projet (cf PETF, 1998) ont été réalisées; les autres ont été reportées pour 1999 ou simplement annulées.

Activités réalisées

RIZICULTURE

Test de barres planeuses

6 barres planeuses modèle CAFON ont été achetés et testées en milieu réel par le projet. Ce matériel suscite un intérêt chez les agriculteurs.

Plan semencier de l'Office du Niger

Dans le cadre de la nouvelle politique semencière de riz entamée par l'Office du Niger, le projet a contribué au financement et au pilotage d'un programme test axé sur la production de semence R2 par des paysans semenciers désignés par les organisations paysannes.

Au total 131 paysans semenciers (dans 25 villages) ont reçu 3367 kg de semences R1 qui ont été multipliées sur 65 ha Les variétés concernées ont été : Kogoni 91-1, BG-90-2, Seberang MR 77, ADNY-11 et Bouaké 189. Environ 256 tonnes de semences R2 produites sont soumises à la certification au niveau du Laboratoire National de Semences dans le cadre d'un protocole d'accord signé entre l'Office du Niger et la Direction Nationale du Contrôle et la Réglementation.

Les comités Villageois de semences et les conseils de semences des zones sont les organes de gestion de ce programme.

Etude coûts de production

Le projet participe à la mise en œuvre d'un programme participatif (Office du Niger, IER, Producteurs) pour l'évaluation de coûts de production consensuels du paddy. Les premiers résultats ont été restitués aux agriculteurs.

Conseil de gestion

Le programme expérimental mené avec une quinzaine d'exploitations agricoles s'est poursuivi avec des améliorations portant sur la mis à disposition des agriculteurs d'un calendrier prévisionnel de leur programme de travail dans les rizières et de premiers outils de suivis de la trésorerie. Ces outils ont permit aux utilisateurs de prendre des décisions utiles sur les ajustements techniques à opérer en cours de campagne et la gestion de leur trésorerie notamment en ce qui concerne la mobilisation de la main d'œuvre familiale pour certains travaux jadis confiés aux salariés.

Séparation des exploitations agricoles

Un premier diagnostic sur les séparations au sein des exploitations agricoles de l'Office du Niger a été fait sous forme de stage par un étudiant de l'IPR/IFRA de Katibougou. On note :

- **Une évolution croissante** surtout marquée dans la zone de Niono où 230 cas ont été enregistrés au cours de la dernière décennie. Sur l'ensemble de l'Office du Niger, plus de 130 cas ont été noté dans la seule année 1997.

- **Une prédominance des déterminants économiques et fonciers** par rapport aux déterminants sociaux

Dans plus de 90% des cas, la conjonction de ces deux déterminants a occasionné la séparation. Cette la forte prédominance des déterminants économiques, sous-tendus par des mésententes sur la gestion du revenu, pose avec acuité la nécessité pour l'Office du Niger de s'orienter vers un nouveau type de conseil (Conseil de gestion des exploitations agricoles). Ceci nous paraît très important dans la mesure où l'exploitation agricole est désormais considérée comme une entreprise qui doit réaliser un profit dans un contexte de marché sous régional ; cette entreprise devra être compétitive afin de permette à la production rizicole malienne de prendre une part plus grande du marché.

Diagnostic agronomique dans le Macina

Mené sur 23 parcelles dans le village de Darsalam, il a permis de noter :

⇨ Des carences en soufre et/ou potassium dans la majorité des sols de ce village

⇨ Que le niveau de ces carences et notamment l'importance entre le potassium et le soufre varie selon la localisation de la parcelle.

⇨ Que lorsqu'elles ne sont pas trop sévères et que la parcelle est bien conduite, ces carences affectent surtout la phase de tallage

⇨ Mais que lorsque ces carences sont sévères, c'est tout le cycle du riz qui est affecté.

⇨ Que les rendements obtenus dans ce village sont un peu plus bas qu'à Niono, mais certains paysans ont de bons rendements

⇨ Que ces bas rendements ne sont pas forcément synonymes de non maîtrise des itinéraires techniques mêmes des marges de progrès sont possibles avec leur amélioration !

Les résultats ont été restitués aux agriculteurs.

Synthèse bibliographique sur la zone du Macina

En collaboration avec le CRRA/IER de Niono, le projet a sous-traité une synthèse bibliographique sur déterminants de la limitation des rendements dans la zone de Macina. Elle a été structure autour des différents facteurs pouvant influencer les rendements : édaphiques, techniques, organisationnels et socio-économiques.

Pour lever les différents facteurs identifiés qui limite les rendements ,l'équipe de consultants a proposé une série de projets de recherche-action-formation dont la mise en œuvre nécessite la participation de tous les acteurs.

Sondage de rendement riz (commencée fin 1998)

A la demande de l'Office du Niger, le projet a engagé une enquête pour apprécier les écarts entre les rendements obtenus par sondage statistique et ceux obtenus après le battage par les agriculteurs (résultats en cours).

Bilan de l'approvisionnement des paysans en engrais (campagne 1998/1999)

Ce travail portant sur un diagnostic de l'approvisionnement en engrais des paysans de l'Office du Niger au cours de la campagne agricole 1998/1999 (environ 50.000 ha emblavés en casier) permet de noter :

⇨ L'utilisation de 3000 tonnes de DAP et 5000 tonnes d'urée soient des doses de fertilisation moyennes respectives de 60 et 100 Kg/ha. correspondant à un déficit de 2000 tonnes de DAP et 5000 tonnes d'urée par rapport aux normes conseillées qui sont de 100 Kg/ha pour le DAP et 200 Kg/ha pour l'urée.

⇨ Une maîtrise insuffisante de la nouvelle formule d'engrais complexe (NPKS) vulgarisée sous le nom de "sugubè-sugubè"

⇨ Un manque à gagner important sur la production de riz à l'Office du Niger et des possibilités d'intervention pour les opérateurs économiques et le crédit institutionnel pour environ un montant de 1 milliard 200 millions de F CFA.

⇨ Un forte implication du crédit institutionnel (1,5 milliard de F CFA) et des organisations paysannes (OP) qui ont assuré l'approvisionnement de 80% des exploitations agricoles.

⇨ Des ébauches d'autofinancement des engrais au niveau de certaines OP et exploitations agricoles.

⇨ Une baisse sensible du prix (en moyenne 190 F CFA/kg) par rapport aux campagnes passées.

⇨ Des contraintes se structurant autour du remboursement des crédits, des retards dans l'évaluation des besoins /livraison des commandes et le transport des engrais.

⇨ Des pratiques périlleuses pour les exploitations agricoles privées du crédit institutionnel (vente de bœufs de labour dans 30% des cas). Avec cependant un recours à la diversification des cultures en moyenne dans 15 à 30 % des cas dans les types d'engrais.

MARAICHAGE

L'échalote, principale culture de diversification des agriculteurs de l'Office du Niger (environ 2500 ha en 1998) connaît des problèmes de valorisation liés notamment la non maîtrise du post récolte. Les deux principaux axes d'intervention du projet sont la conservation et la transformation des échalotes.

Conservations des échalotes

Les travaux ont porté sur la poursuite de la mise au point et la diffusion d'une case de conservation améliorée des échalotes.

L'analyse des pertes à la conservation sur différentes techniques de conservation (sur une durée de 5 mois) indique une meilleure performance de la technique améliorée. Elles sont en moyenne évaluées à 40% contre 70% dans les cas où les échalotes sont conservées dans des maisons d'habitation. Cette technique améliorée présente également l'avantage de pouvoir stocker des quantités plus importantes (3 à 4 tonnes d'échalotes dans une case de 20 m²).

Les travaux de diffusion de la case de conservation «modèle Retail» s'est poursuivie en collaboration avec les conseillers agricoles de l'Office du Niger. Dans chacune des zone de Macina et du Kouroumari, deux cases ont été construites avec une contribution des bénéficiaires. Des maçons villageois on également été formés.

L'évaluation de la diffusion de cette technologie dans le Kala inférieur a permis de recenser 577 cases de conservation. Dans la majorité des cas, il ne s'agit pas d'une reproduction systématique du prototype proposé, les agriculteurs ont fait des amélioration de leurs techniques traditionnelles en fonction de leurs capacités techniques et financières. Ces cases font l'objet d'une gestion individuelle dans 65% des cas. Les quantités d'échalotes stockées ont été évaluées à 525 tonnes

Transformations des échalotes

Des travaux de recherche/action menés en collaboration avec la CAFON, le Centre National d'Energie solaire et des organisation de producteurs ont permis de tester de nouvelles technologies de séchage des échalotes. Une découpeuse manuelle (63 kg de produit frais/heure), une découpeuse motorisée (300 kg/h), des claies de séchage (modèle plateau dogon), un séchoir du BPAR/Segou, un séchoir semi-industriel, ont été testés.

Les produits finis obtenus ont été soumis à l'appréciation des commerçants et consommateurs.

Ces nouvelles technologies bien que jugées très porteuses nécessitent des améliorations techniques et de la rentabilité ; les recherches pour l'identification d'autres technologies devront être poursuivies. Les programmes futures du projet en tiennent compte.

Appui à la commercialisation des échalotes

Les axes initiés depuis 1997 se poursuivent à travers le pilotage d'un cadre de concertation qui regroupe tous les acteurs de la filière échalote (producteurs, opérateurs économiques, Office du Niger/URDOC, APROFA, établissements financiers). Il s'agit de rencontres périodiques dont la dernière s'est tenu au cours du mois d'octobre 1998. Après une analyse fine des contraintes et atouts de la filière échalote en zone Office du Niger, des intentions de collaboration entre des organisations de producteurs et des opérateurs économiques portant sur environ 1000 tonnes d'échalote, ont été enregistrées.

La contribution des partenaires techniques pour la réalisation de ces interventions et la levée des contraintes a été sollicitée aussi bien par les producteurs que par les opérateurs économiques.

Collecte de données statistiques

En collaboration avec l'URDOC, Projet Retail III, le Service Suivi/Evaluation de l'Office du Niger a réalisé un travail de collecte de données statistiques sur le maraîchage au cours de la campagne 1997/1998. Cette opération qui concerné toutes les zones de production rizicoles y compris le nouveau périmètre de M'Béwani a permis :

- L'inventaire des superficies maraîchères totales évaluées à environ 3000 hectares. De fortes disparités existent entre les zones. Celles de Niono et de N'Débougou viennent en tête avec respectivement 900 et 700 ha. L'activité maraîchère a été pratiquée à 39% en rotation avec le riz (dans le casier), 35% sur des terres réservées spécifiquement au maraîchage, 23 % sur des champs de hors casiers et à 3% sur des lopins de terres destinées à l'extension des villages.

- L'analyse de la dispersion spatiale des différentes spéculations. L'échalote domine avec une occupation de 88% des superficies totales soit environ 2600 hectares. Une amorce de diversification est observée dans certaines zones notamment celle de Niono.

- L'évaluation de rendements moyens pour les principales cultures. Ils sont globalement acceptables mais l'ampleur des plages de variation indique des marges de manœuvre possibles à gagner à travers une amélioration de la technicité des agriculteurs. Pour l'échalote qui est la culture dominante, dans 37% des cas, les rendements sont supérieurs à 30 T/ha.

Diffusion de la pomme de terre

Dans le cadre de la diversification des cultures de contre saison dans la zone Office du Niger, un programme de diffusion de la culture de pomme de terre (l'une des cultures rarement cultivées dans la zone) a été lancé au cours de la campagne 1997/98. Ce programme a été réalisé en partenariat entre : l'ON, l'APROFA et l'URDOC. Les deux premiers ont assuré l'approvisionnement en semence tandis qu'un volet d'appui au développement de la dite culture a été entamée par l'URDOC.

Durant cette première campagne, l'appui de l'URDOC s'est résumé à l'organisation de visite d'échange d'expérience et de formation pratique, et un léger suivi rapproché sur un échantillon réduit de producteurs afin d'évaluer l'évolution (contraintes et potentialités) de cette culture.

Les résultats de ce suivi ont montré

- Une grande diversité des techniques de culture pratiquées. Ceci révèle la nécessité de mieux connaître les pratiques des producteurs et de rechercher les itinéraires techniques les mieux adaptés aux différentes situations de culture.

- La possibilité d'améliorer le niveau des rendements qui reste inférieurs aux potentialités de la zone.

- Un intérêt marqué des paysans à cette culture en dépit des bas rendements obtenus jusqu'à présent.

Pour la campagne 1998/1999, la poursuite de ce programmes a permis la fourniture de 5 tonnes de semences de pomme de terre aux paysans (sur préfinancement des zones)

Des tests et des suivis de culture sont réalisés chez les producteurs afin d'élaborer une fiche de culture adaptée au contexte de l'ON.

Arboriculture

Un travail d'inventaire de l'arboriculture en zone Office du Niger a été engagé. Un recensement mené dans chacune des zones a permit d'enregistrer 268 vergers dont 80% sont dans la zone de Niono.

Ils présentent une grande diversité sur plusieurs aspects notamment la taille, l'âge, les essences cultivées, le mode de gestion et le système d'irrigation pratiqué. Un travail fin de diagnostic des principales contraintes est programmé au cours de l'année 1999.

Mercuriale des prix

Les prix des produits maraîchers, relevés sur les marchés de Niono (prix aux producteurs) et Bamako (prix aux consommateurs) ont été hebdomadairement diffusés sur les antennes des radios locales. Cette information est utilisée par les producteurs dans la prise de décision pour la commercialisation de leurs produits (mise sur le marché et négociation des prix).

Appui M'Bewani

Des appuis portant essentiellement sur le suivi de la riziculture et la promotion des cultures maraîchères sont engagées avec l'équipe du nouveau périmètre de M'Béwani. Le projet assiste un groupe de producteurs de semences d'échalotes.

INTEGRATION AGRICULTURE/ELEVAGE

Les activités menées dans ce domaine ont été définies par les trois grandes commissions de travail qui regroupent l'ensemble des acteurs concernés à savoir :

- Commission aménagement et gestion concertée des zones pastorales
- Commission réglementation villageoise
- Commission intensification des systèmes d'élevage

Commission Réglementations villageoises

Dans le Kala inférieur (Niono, Molodo et N'Débougou), les expériences paysannes en matière de réglementation de la gestion des mouvements du bétail et des conflits ont été inventoriées et analysées. 68 conventions parmi lesquelles 54 orales et 14 faisant l'objet d'un document écrit ont été identifiées.

Les conventions notifiées à l'administration qui sont les plus respectées. Par ailleurs les nombreux cas d'infraction pourraient s'expliquer par diverses raisons parmi lesquelles dont fragilité de l'autorité des responsables villageois, le laxisme dans l'application des sanctions

prévues, les insuffisances dans l'élaboration des conventions et la divergence des intérêts des acteurs.

Cependant une volonté d'amélioration des conventions avec l'appui des services techniques a été noté chez tous les acteurs. Ceci a permit l'élaboration d'un projet de cadre de concertation.

Commission intensification de l'élevage

Les activités menées dans le cadre de cette commission portent sur

Les tests de cultures fourragères

C'est la poursuite des actions initiées en 1997 qui visent à mettre à la disposition des agriculteurs différentes espèces fourragères dont ils maîtrisent les itinéraires techniques et les techniques de stockage

Les premiers résultats de cette opération menée en collaboration avec l'équipe ESPGRN du CRRA/IER Niono indiquent une relative maîtrise des techniques de production mais des insuffisances dans celle des technique de conservation et de stockage.

Suivi sanitaire des bœufs de labour

Ce travail s'inscrit dans le cadre de la levée des contraintes occasionnant une baisse de performance des animaux de trait (préjudiciable au bon déroulement du calendrier agricole).

Mené en collaboration avec l'IPR/IFRA de Katibougou, il a porté sur la réalisation d'un bilan du suivi de l'état sanitaire des BL depuis le désengagement de l'ON et le diagnostic des stratégies développées par les agriculteurs.

Les principales conclusions indiquent :

1. Des insuffisances notoires dans l'état sanitaire des bœufs de labour, par rapport aux efforts de traction demandés

2. Des insuffisances dans le suivi sanitaire par rapport à la période d'intervention des agents de l'ON. Pour la campagne 1996-97, le taux de couverture vaccinale des bovins dans les trois zones du Kala n'est que de 26%. Les examens clinique et de laboratoire révèlent que 25% des boeufs de trait souffrent de parasitisme ou d'affections respiratoires. Le constat d'une absence totale de contrôle des activités menées par les vétérinaires privés, favorisant les cas de non-respect de la déontologie professionnelle est de nature à aggraver ces insuffisances

3. L'apparition d'une nouvelle maladie dans le Kala (maladie paralysante décrite par les éleveurs et les bergers). Son étiologie reste non élucidée.

4. Une absence totale de conseils zootechniques, limitant la maîtrise de contrôle de l'état sanitaire des BL par les exploitants qui on tendance à développer des stratégies d'auto médication (blanchissement de la maladie), dangereuses à moyen terme.

5. La nécessité d'améliorer le suivi sanitaire des bœufs de labour

Appui à l'intensification de l'élevage bovin

Cette opération initiée en fin d'année avec un groupe de vingt exploitants engagés dans l'intensification de l'élevage a pour objet l'amélioration des modalités techniques et économiques des pratiques des éleveurs, la création d'innovation, l'élaboration de nouvelles références pour la zone Office du Niger et d'outils utilisables par les conseillers ruraux et les producteurs pour le suivi de l'élevage bovin.

Elle est menée en collaboration avec le SLACAER et l'équipe ESPGRN/IER de Niono.

Commission hydraulique pastorale

Restitution des résultats du recensement du cheptel réalisé en 1997

Les principaux résultats de ce travail participatif qui ont été restitués aux agriculteurs et éleveurs des 3 zones du Kala inférieur sont consignés dans les tableaux 1, 2 et 3.

Tableau 1 : Effectif et répartition du cheptel entre les terres irriguées et les terres sèches

Zone	Bovins	Ovins/Caprins	Asins	Equins	Camelins
Terres irriguées	71 700	14 300	6 000	22	0
Terres sèches	45 800	28 800	1 700	78	32
Kala inférieur	**117 500**	**43 100**	**7 700**	**100**	**32**

Tableau 2 : Répartition du cheptel des terres irriguées entre les 3 zones de production

Zone	Bovins		Ovins/Caprins	Asins	Equins
	Bovins d'élevage	Boeufs de labour			
Molodo	10 032	3 289	3 039	1 661	3
N'Débougou	19 230	5 718	5 243	2 030	10
Niono	27 138	6 293	6 012	2 309	9
Total	**56 400**	**15 300**	**14 300**	**6 000**	**22**

5. La nécessité d'améliorer le suivi sanitaire des bœufs de labour

Appui à l'intensification de l'élevage bovin

Cette opération initiée en fin d'année avec un groupe de vingt exploitants engagés dans l'intensification de l'élevage a pour objet l'amélioration des modalités techniques et économiques des pratiques des éleveurs, la création d'innovation, l'élaboration de nouvelles références pour la zone Office du Niger et d'outils utilisables par les conseillers ruraux et les producteurs pour le suivi de l'élevage bovin.

Elle est menée en collaboration avec le SLACAER et l'équipe ESPGRN/IER de Niono.

Commission hydraulique pastorale

Restitution des résultats du recensement du cheptel réalisé en 1997

Les principaux résultats de ce travail participatif qui ont été restitués aux agriculteurs et éleveurs des 3 zones du Kala inférieur sont consignés dans les tableaux 1, 2 et 3.

Tableau 1 : Effectif et répartition du cheptel entre les terres irriguées et les terres sèches

Zone	Bovins	Ovins/Caprins	Asins	Equins	Camelins
Terres irriguées	71 700	14 300	6 000	22	0
Terres sèches	45 800	28 800	1 700	78	32
Kala inférieur	**117 500**	**43 100**	**7 700**	**100**	**32**

Tableau 2 : Répartition du cheptel des terres irriguées entre les 3 zones de production

Zone	Bovins		Ovins/Caprins	Asins	Equins
	Bovins d'élevage	Boeufs de labour			
Molodo	10 032	3 289	3 039	1 661	3
N'Débougou	19 230	5 718	5 243	2 030	10
Niono	27 138	6 293	6 012	2 309	9
Total	**56 400**	**15 300**	**14 300**	**6 000**	**22**

Tableau 3 : Gestion et exploitation du cheptel bovin dans le Kala inférieur

	Troupeau des casiers	Troupeau des Peuls	Moyenne Kala inférieur
Mortalité / aux vêlages Taux annuel	36%	23%	29,50%
Ventes, abattage, mort Taux annuel	6%	9%	7,50%
Croît annuel du troupeau	8,28%	11,58%	9,93%
Sources du croît du troupeau	Naissances : 93% Achats : 7%	Naissances : 96% Achats : 4%	Naissances : 94,50% Achats : 5,50%

Caractérisation des zones de transhumance

Une équipe de la commission a visité les différents sites de transhumance du Kala inférieur et tenu des assemblées générales avec les utilisateurs. Sur 12 sites visités, 7 sont jugées intéressants : Dokèbougou, Tina, Niébébougou et N'Godila dans la zone pastorale Ouest de Molodo ; N'Dilla et Wouro Bouka dans la zone pastorale Est de N'Débougou et Kélesséri dans la zone pastorale Est de Niono.

L'objectif de ce travail était de déterminer dans chaque secteur de transhumance :

- la nature des points d'eau, leur importance, la durée d'exploitation actuelle ainsi que le type de pâturage disponible en périphérie, la capacité de charge théorique,
- la situation foncière et sociologique du secteur,
- Les conditions d'accès aux points d'eau et aux pâturages.

Une études de faisabilité d'un projet pilote d'aménagement du site de N'Godila (avec la participation des bénéficiaires) est en cours.

Des émissions radios

Pour les besoins de sensibilisation et d'une large diffusion des résultats auprès des agriculteurs plusieurs magazines Radio diffusées ont été réalisées.

Activités non réalisées

Certaines activités prévues dans le PETF 1998 non pu être réalisées pour diverses raisons. On peut citer :

- Les tests de repiqueuses de riz
- La mise au point /diffusion Outil de conseil pour le battage du riz
- Les travaux sur l'étalement de la production de tomate
- La synthèse bibliographique sur l'intensification de l'élevage (engagée en 1999)
- L'évaluation des potentialités avicoles de la zone Office du Niger

Synthèse des missions préparatoires de la seconde phase

L'évaluation de la première phase du projet URDOC et l'analyse de l'opportunité et le montage d'une deuxième phase ont déjà nécessité trois missions ; une quatrième est prévue dans les prochaines semaines.

L'importance de ces missions pourrait s'expliquer par le constat de la nécessité de séparer le financement des projets de développement de ce type de celui des aménagements hydrauliques comme ce fut le cas de la composante mise en valeur des précédents financements de l'AFD.

La mission BDPA (France)/GID (Mali)

Dirigée par Gérard PALLIX du BDPA, cette mission s'est déroulé du 03 au 23 mars 1998.

Au titre de l'évaluation, elle a retenu une contribution considérable structurée autour de trois types d'apport :

- **Un apport qualitatif** : la confiance acquise auprès des agriculteurs qui reconnaissent au projet un rôle essentiel d'intermédiaire technique et de conseil
- **Un apport quantitatif** (réel ou potentiel) à cause des gains directs à la suite de certaines actions menées.
- **Un apport semi-quantitatif** basé sur la connaissance du contexte économique et qui devra permettre aux opérateurs d'obtenir des bénéfices indirects.

Concernant la seconde phase la mission propose :

- Un rattachement institutionnel à la DADR de l'Office du Niger
- Le passage de l'assistant technique en position de conseiller d'un chef de projet malien
- Une revitalisation des outils de coordination (notamment le comité de pilotage)
- Un élargissement du champ géographique aux zones périphériques des périmètres de l'ON
- Une durée de quatre (4) ans
- Un budget prévisionnel de 1,2 milliards de francs CFA.

Cette mission a posé plusieurs interrogations restées sans réponse notamment en ce qui concerne les actions de développement des résultats et les impacts économiques entraînés.

Les différentes interrogations (non répondues) de cette mission notamment en ce qui concerne les impacts, ont conduit la mise en œuvre par l'AFD d'une mission supplémentaire.

Mission AFD

Composée de M. Alain BORDERON (Paris) Dominique de LA CROIX (Bamako) elle s'est déroulé du 22 juin au 02 juillet, 1998

Si au niveau de l'évaluation, cette mission reconnaît un impact déterminant sur la montée en puissance de la production maraîchère, elle a jugé nécessaire la réalisation d'une évaluation fine des effets économiques obtenus et des perspectives à attendre des autres travaux. Cette tache a fait l'objet de la troisième mission.

Suite aux effets positifs enregistrés du projet cette mission AFD a jugé utile le financement d'une seconde phase dans le cadre d'un programme global dit «programme d'appui à l'intensification de la production agricole et à la professionnalisation des organisations de producteurs de l'Office du Niger », au même titre que le PCPS.

Elle définie quatre axes prioritaires d'intervention qui sont

- Le développement du maraîchage
- Les relations de l'agriculture et de l'élevage
- Le conseil de gestion au niveau des exploitations agricoles
- L'amélioration de la qualité et des conditions de mise en marché de la production

Le résultat attendu est l'amélioration des performances des agriculteurs et de leurs associations dans ces différents domaines.

Le champ d'action sera élargie aux autres zones de l'ON.

Ce nouveau projet composé d'une petite équipe aura comme maître d'ouvrage l'Office du Niger à travers la DADR et le CIRAD comme maître d'œuvre, sera dotée d'un budget prévisionnel de 800 millions pour une durée de 3 ans.

Mission BEAUVAL

Suite à la recommandation de la mission BORDERON l'étude des impacts dans la quantification des impacts économiques du projet a été confiée à M. Valentin BEAUVAL pendant la période du 22 novembre au 12 décembre, 1998.

Si cette mission a permis une analyse qualitative fine des impacts économiques du projet, elle n'a pas également été en mesure de faire une quantification précise. Ceci est à apprécier par rapport l'absence d'outils d'évaluation depuis le démarrage du projet et la difficulté à quantifier l'impact d'un projet de recherche développement qui ne se produit pas forcément dans le cours terme. C'est au cours de la première phase de l'URDOC (à partir de 1995) que les effets de certaines actions de recherche développement (variétés de riz, utilisation de semences maraîchères sélectionnées).des précédentes phases du projet Retail ont pu être appréciés.

La mission propose des outils permettant de mieux apprécier ces impacts à l'avenir.

Mission CIRAD

Suite au rapport Beauval, l'AFD demande une programmation scientifique et technique de la seconde phase du projet, accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé.

L'appui du CIRAD est envisagé pour réaliser ce travail. Une mission de M. Faure est envisagée fin février ; elle devra élaborer en collaboration avec les différents partenaires du projet, le programme d'activité et les opérations correspondantes ainsi que les moyens nécessaires.